



DECLARATION FINALE

Nous organisations de la société civile environnementale, les organisations œuvrant dans l'agriculture, l'élevage, la pêche ; composées des réseaux, plates forme, mouvements citoyens, acteurs confessionnels, peuples autochtones, organisations pastorales et paysannes, des pêcheurs, apiculteurs, pisciculteurs et aquaculteurs.

Nous reconnaissons que nous traversons ensemble un moment de crise profonde due aux effets de changement climatique, perte de la biodiversité accentuée des urgences liées aux conflits armés imposés en RDC et dans le monde.

Trois ans après la première Conférence internationale sur le bassin du Congo tenue à Kinshasa en Novembre 2023 en collaboration avec l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA) et plusieurs partenaires, marquant la genèse d'un cadre collaboratif des plusieurs dynamiques nationales et locales sur l'agroécologie en RDC ;

Nous reconnaissons que les communautés rurales en RDC continuent d'être confrontées aux crises multiples liées à la guerre à l'Est, à la dépossession des terres et à la destruction écologique. Malgré les engagements mondiaux visant à mettre fin à la faim et à la pauvreté, les systèmes fonciers et alimentaires sont de plus en plus contrôlés par les intérêts des entreprises, tandis que les communautés qui produisent des denrées alimentaires restent marginalisées et vivent en situation d'insécurité alimentaire.

Nous sommes conscients que partout en Afrique, les systèmes alimentaires subissent une pression considérable de la part des modèles d'agriculture industrielle qui privilégient la monoculture, les intrants chimiques, la marchandisation des terres et le profit des entreprises au détriment de l'équilibre écologique, de l'autonomie des agriculteurs et du bien-être des communautés.

Nous reconnaissons qu'en en RDC, les systèmes fonciers coutumiers et collectifs sont sapés au nom du développement de la conservation, de l'atténuation du changement climatique et des investissements à grande échelle.

Les projets de compensation carbone, des industries extractives, l'expansion de l'agro-industrie et les marchés fonciers spéculatifs accélèrent la dépossession des terres, la dégradation des sols et les inégalités sociales, excluant souvent les communautés des territoires qu'elles ont gérés collectivement pendant des générations.

Parallèlement, les communautés qui défendent leurs territoires sont confrontées à des défis de pauvreté. Les femmes et les petits producteurs, les jeunes et les peuples autochtones restent exclus des processus décisionnels, alors qu'ils jouent un rôle central dans la production alimentaire et la gestion de la nature dans le bassin du Congo pour notre avenir commun.

La souveraineté alimentaire, place les personnes et les communautés au centre de la gouvernance du système alimentaire, renforce la résilience des communautés en remettant en cause l'emprise des entreprises et en reprenant le contrôle démocratique des semences, des terres, de l'eau et des marchés.



Notre appel aux gouvernements provinciaux et national et partenaires techniques et financiers.

À l'approche des négociations internationales de 2026, comme la SB64 à Bonn en Allemagne, la COP31 en Turquie, COP 17 sur la biodiversité en Arménie, COP 17 sur la désertification en Mongolie, nous appelons le gouvernement de la RDC et les institutions internationales et les partenaires de développement à s'engager à respecter les points suivants :

1. La mise en place des politiques nationales sur les semences locales car " sans les semences paysannes, il n'y a pas d'agroécologie, pas de souveraineté alimentaire, pas de résilience climatique. L'avenir de la RDC dépend de la sauvegarde des semences de notre passé et de notre présent".
2. L'ANASA RDC, invite les paysans, les consommateurs, les militants du climat, les décideurs politiques et les alliés à se rejoindre la campagne lancée ce jour sur le mouvement de défense des semences paysannes et des solutions mises en œuvre par les paysans qui doivent être plus fort que jamais reconnus par les politiques nationales et réformes en cours.
3. Les semences ne sont pas des marchandises à privatiser ; elles constituent un patrimoine vivant, né des mains des paysans dans nos villages. Les systèmes semenciers Paysans ne sont pas des systèmes dépassés- ils sont l'avenir de l'alimentation et de la vie en RDC, et doivent être reconnus, soutenus et protégés par des politiques distinctes et dédiées qui respectent pleinement les droits des paysans et les principes de l'agroécologie."
4. Mettre en œuvre une véritable réforme agricole renforçant le cadre légal et réglementaire, promouvant la production des semences paysannes d'un avenir durable et une redistribution équitable des terres, en donnant la priorité aux agriculteurs sans terre, aux femmes, aux jeunes, aux éleveurs et aux communautés autochtones, tout en s'attaquant aux facteurs historiques et politiques de la dégradation des terres et de la perte de la biodiversité en RDC.
5. **Mettre fin à la spéculation foncière**, y compris les acquisitions foncières à grande échelle et les systèmes de crédits carbone ou de biodiversité qui dépossèdent les communautés locales et les peuples autochtones pygmées de leurs terres ancestrales.
6. **Réorienter le financement agricole et climatique vers l'agroécologie, la restauration des pâturages et les systèmes alimentaires communautaires**, et intégrer des stratégies favorables aux petits producteurs agricoles, petits éleveurs dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les réformes en cours dans les secteurs agricole, forestier et aménagement du territoire.
7. Investir dans des infrastructures et des services décentralisés compatibles avec les systèmes semenciers paysans, les soins vétérinaires, les marchés territoriaux, et l'éducation environnementale.



8. **Garantir la participation significative des communautés concernées** et le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones dans la prise de décisions relatives à la terre, à l'agriculture dont surtout à la distribution des semences.
9. **Protéger les défenseurs des terres, de l'environnement** et ceux qui défendent des semences paysannes car leur engagement volontaire prône le fondement de notre avenir durable.
10. **Mettre en place des mécanismes contraignants de responsabilité des entreprises extractives** en cas de violations des droits humains et de dommages écologiques tout au long des chaînes de valeur.
11. Nous demandons au Gouvernement de la RDC de privilégier la mise en place d'une des politiques nationales d'agroécologie et de politique nationale semencière mettant l'accent sur la souveraineté alimentaire des peuples autochtones et communautés locales.
12. Nous demandons que la campagne agricole agressive de Son Excellence Monsieur le Ministre National de l'Agriculture que nous encourageons, nécessite une diversification auprès des petits exploitants agricoles afin que l'agressivité soit ressentie dans les assiettes et les marchés territoriaux ;
13. D'assurer le contrôle rigoureux des produits apportés dans l'assistance alimentaire et le programme des cantines scolaires afin de nous éviter de devenir un marché des d'écoulement produits génétiquement modifiés (OGM) qui compromettront notre système de santé ; mais en encourageant nos partenaires internationaux d'aide au développement et humanitaires de privilégier l'achat des produits locaux, afin de booster la production locale et l'accès au marché en faveur des petits exploitants ruraux.

ANASA RDC et ses alliés renouvellent leur soutien auprès autorités de la RDC, à Son Excellence Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République et son Gouvernement, porteur de la vision « **RDC pays solution** » où les politiques sectorielles devront orienter la transition vers l'agroécologie soutenant la souveraineté alimentaire, la durabilité écologique des écosystèmes et la conservation de la biodiversité du bassin du Congo conformément aux engagements internationaux dont le pays s'est engagé sous la diplomatie environnementale de l'économie verte et de la nouvelle économie du climat.

Que vive la RDC, Pays Solution, que vive les petits exploitants agricoles et le peuple Congolais.

Ainsi fait à Kinshasa ce 16/04/2022

Les participants